

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL TOULOUSE 31**

Société Coopérative à Capital Variable, agréée en tant qu'établissement de crédit,  
Société de courtage d'assurance immatriculée au  
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 951  
Siege social : 6, Place Jeanne d'Arc – BP 40535 – 31005 Toulouse Cedex 6  
776 916 207 – RCS Toulouse  
Exercice Social : 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

**Avis de réunion valant avis de convocation**

Le Conseil d'Administration, en sa séance du 26 Janvier 2024, a décidé de convoquer l'Assemblée Générale Mixte, le jeudi 28 mars 2024 à 14 heures, à La Maison du Rugby - 32 rue Dubézy, 31500 TOULOUSE.

Conformément aux statuts de la Caisse régionale, les sociétaires ont la possibilité de procéder à un vote par procuration dans l'hypothèse où ils ne peuvent être présents le jour de l'Assemblée Générale. Pour être pris en considération, le formulaire devra être retourné à l'adresse indiquée dans la convocation, au plus tard le 18 mars 2024, minuit. En cas de présence physique lors de l'Assemblée Générale, le vote par procuration reçu préalablement sera considéré comme nul. Les formulaires de vote par procuration sont joints à la convocation individuelle.

Tous les documents et toutes les informations prévues par la réglementation sont tenus à la disposition des sociétaires, au siège social dans les délais prescrits par la loi et les règlements. Ils pourront être consultés sur le site Internet de la Caisse régionale [www.ca-toulouse31.fr](http://www.ca-toulouse31.fr), sous la rubrique « informations financières ».

**Assemblée Générale Extraordinaire :**

- Modification de l'article 3 des statuts de la Caisse régionale
- Modification de l'article 12 des statuts de la Caisse régionale
- Modification de l'article 15 des statuts de la Caisse régionale
- Modification de l'article 23 des statuts de la Caisse régionale
- Pouvoirs

**Assemblée Générale Ordinaire :**

- Approbation des comptes sociaux et quitus
- Approbation des comptes globalisés et quitus
- Approbation des comptes consolidés et quitus
- Approbation des dépenses visées à l'art. 39-4 du Code général des impôts
- Variation du capital social et remboursement des parts sociales
- Paiement des intérêts aux parts sociales
- Paiement du dividende aux CCI
- Paiement du dividende aux CCA
- Affectation du résultat
- Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2024
- Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées au cours de l'exercice précédent aux personnels identifiés
- Autorisation à donner au Conseil d'administration à effet d'acheter ou de faire acheter les CCI de la Caisse régionale
- Renouvellement du mandat d'administratrice de Madame Josette Fontas
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Guillaume Clément
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Jacques Cousty
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Nicolas Mauré
- Renouvellement du mandat d'administratrice de Madame Joceline Abadie
- Approbation des conventions réglementées
- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes co-titulaire : le cabinet Mazars
- Nomination auditeur de durabilité
- Nomination auditeur de durabilité
- Pouvoirs

**Résolutions relevant de l'Assemblée Générale Extraordinaire****1<sup>ère</sup> résolution (Modification de l'article 3 des statuts de la Caisse régionale)****Nouvelle rédaction de l'article 3 des statuts de la Caisse régionale**

Le siège de la Caisse régionale est établi à TOULOUSE, 6-7 place Jeanne d'Arc.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la circonscription territoriale de la Caisse régionale sur simple décision du Conseil d'Administration.

Cette décision devra être ratifiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire suivant immédiatement la décision du Conseil d'Administration.

**2<sup>ème</sup> résolution (Modification de l'article 12 des statuts de la Caisse régionale)****Nouvelle rédaction de l'article 12 des statuts de la Caisse régionale**

1. L'exclusion du sociétaire peut être prononcée par le Conseil d'Administration pour justes motifs, notamment si le sociétaire :

- est en situation de procédure collective à titre individuel ou au travers d'une société pour laquelle il est significativement partie prenante, en situation contentieuse avec la CL ou la CR à laquelle elle est affiliée ;
- a été condamné à une peine d'emprisonnement ;
- a cherché à nuire à la Caisse régionale notamment par des actes ou propos de nature à troubler son fonctionnement ou à affecter son image ;
- ne remplit plus les conditions nécessaires pour être sociétaire et notamment celui qui n'aura pas eu recours aux services de la Caisse régionale pendant plus de 10 ans.

2. Le Conseil d'Administration, après avoir proposé à l'intéressé de faire valoir ses explications par écrit dans un délai de 8 jours avant la réunion du Conseil, peut valablement délibérer sur cette exclusion à la majorité simple sous réserve que la moitié au moins des administrateurs soient présents.

3. Le sociétaire exclu peut être frappé par le Conseil d'Administration d'une pénalité qui ne pourra être supérieure au montant des parts qu'il a souscrites sans préjudice de poursuite judiciaires éventuelles.

**3<sup>ème</sup> résolution (Modification de l'article 15 des statuts de la Caisse régionale)****Nouvelle rédaction de l'article 15-2 des statuts de la Caisse régionale**

2- Les Administrateurs sont élus pour trois ans ; ils sont renouvelables par tiers chaque année. Les deux premières séries sont désignées par le sort, le renouvellement se fait ensuite à l'ancienneté. Au cas où il adviendrait que le nombre d'Administrateurs ne soit pas divisible par trois, il conviendrait d'arrondir à l'unité inférieure le nombre des Administrateurs renouvelables la première année et, si nécessaire, le nombre des Administrateurs renouvelables la seconde année.

La date limite d'âge d'exercice de la fonction d'Administrateur est fixée à 70 ans. L'administrateur est réputé démissionnaire à l'Assemblée Générale Ordinaire qui suit son 70<sup>ème</sup> anniversaire.

Les Administrateurs sont rééligibles.

**4<sup>ème</sup> résolution (Modification de l'article 23 des statuts de la Caisse régionale)****Nouvelle rédaction de l'article 23-2 et 23-6 des statuts de la Caisse régionale**

2. Le Conseil d'Administration délègue au Directeur Général tous pouvoirs :

- (i) destinés à lui assurer autorité sur l'ensemble du personnel et à assurer le fonctionnement de la Caisse régionale, et
- (ii) pour assurer les activités immobilières de la Caisse régionale visées à l'article 4 ci-dessus avec faculté pour le Directeur Général de subdéléguer ces pouvoirs.

6. Le Directeur Général et/ou deux autres cadres de direction en charge des activités d'entremise immobilière nommés par le Conseil d'Administration (i) effectue(nt) toutes activités de transactions sur immeubles et fonds de commerce, de gestion immobilière et de syndic de copropriété au nom et pour le compte de la Caisse régionale conformément à la loi applicable et dans la limite de l'objet social, et (ii) représente(nt) la Caisse régionale en justice, tant en demande qu'en défense, au titre desdites activités immobilières.

**5<sup>ème</sup> résolution (Pouvoirs)** - L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour l'accomplissement de toutes formalités légales.

#### Résolutions relevant de l'Assemblée Générale Ordinaire

**1<sup>ère</sup> résolution (Approbation des comptes sociaux et quitus)** - L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve, dans toutes leurs parties, le rapport de gestion du Conseil ainsi que les comptes sociaux annuels arrêtés au 31 décembre 2023, faisant ressortir un bénéfice de 49 466 989,75 euros.

Elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat au titre dudit exercice 2023.

**2<sup>ème</sup> résolution (Approbation des comptes globalisés et quitus)** - L'Assemblée Générale Ordinaire approuve les comptes globalisés arrêtés au 31 décembre 2023, ainsi que les opérations traduites par ces comptes.

Elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat au titre dudit exercice 2023.

**3<sup>ème</sup> résolution (Approbation des comptes consolidés et quitus)** - L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2023, et les mentions ayant trait aux comptes consolidés figurant dans ledit rapport de gestion.

Elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat au titre dudit exercice 2023.

**4<sup>ème</sup> résolution (Approbation des dépenses visées à l'Art. 39-4 du code général des impôts)** - L'Assemblée Générale, sur le rapport du Conseil d'Administration statuant en application de l'article 223 quater du Code Général des impôts, approuve le montant global s'élevant à 47 654 euros de charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce code ainsi que le montant s'élevant à 12 309 euros d'impôt acquitté sur ces dépenses.

**5<sup>ème</sup> résolution (Variation du capital social et remboursement des parts sociales)** - L'Assemblée Générale constate que le montant du capital social s'élève à 73 446 176 € et l'absence de variation entre 2022 et 2023.

Composition du capital social au 31/12/2023 :

Parts Sociales	31 993 616,00
Certificat Coopératif d'Investissements (CCI)	22 804 000,00
Certificats Coopératifs d'Associés (CCA)	18 648 560,00
<b>Total capital</b>	<b>73 446 176,00</b>

L'Assemblée Générale approuve, sur proposition du Conseil d'Administration, le remboursement des parts sociales aux administrateurs.

**6<sup>ème</sup> résolution (Paiement des intérêts aux parts sociales)** - Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale fixe à **3,80 %** par titre (soit un montant total de 1 215 757,41 €), l'intérêt à servir aux parts sociales pour l'exercice 2023.

Conformément à la Loi, l'Assemblée Générale prend acte que les intérêts distribués au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

Parts sociales	Nombre de parts	Distribution	Intérêts Net
2020	1 999 601	735 853,17 €	2,30 %
2021	1 999 601	713 457,64 €	2,23 %
2022	1 999 601	879 824,44 €	2,75 %

Les intérêts seront versés le 18 avril 2024.

**7<sup>ème</sup> résolution (Paiement du dividende aux CCI)** - Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale fixe à **3,24 €** par titre (soit un montant total de 4 617 810,00 €), le dividende à servir aux porteurs de Certificats Coopératifs d'Investissement pour l'exercice 2023.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

CCI	Nombre de CCI	Distribution	Dividende Net
2020	1 425 250	4 703 325,00 €	3,30 €
2021	1 425 250	5 743 757,50 €	4,03 €
2022	1 425 250	4 731 830,00 €	3,32 €

Le dividende sera détaché le 16 avril 2024 et versé le 18 avril 2024.

**8<sup>ème</sup> résolution (Paiement du dividende aux CCA)** - Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale fixe à **3,24 €** par titre (soit un montant total de 3 776 333,40 €), le dividende à servir aux Certificats Coopératifs d'Associés pour l'exercice 2023.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

CCA	Nombre de CCA	Distribution	Dividende Net
2020	1 165 535	3 846 265,50 €	3,30 €
2021	1 165 535	4 697 106,05 €	4,03 €
2022	1 165 535	3 869 576,20 €	3,32 €

Le dividende sera détaché le 16 avril 2024 et versé le 18 avril 2024.

**9<sup>ème</sup> résolution (Affectation du résultat)**

<b>Résultat 2023 à affecter</b>	<b>49 466 989,75 €</b>
<b>Résultat distribué :</b>	<b>9 609 900,81 €</b>
Intérêts Parts sociales Caisse Régionale (3,80 %)	1 215 757,41 €
Dividende CCI (3,24 €)	4 617 810,00 €
Dividende CCA (3,24 €)	3 776 333,40 €
<b>Résultat conservé :</b>	<b>39 857 088,94 €</b>
Réserve Mécénat	1 299,40 €
Réserves légales (75 % du disponible)	29 891 842,16 €
Autres réserves	9 963 947,38 €

**10<sup>ème</sup> résolution (Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités des administrateurs au titre de l'exercice 2024)** - L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'Administration à ce sujet et en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 275 000 € la somme globale allouée au titre de l'exercice 2024 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration de la Caisse pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la FNCA.

**11<sup>ème</sup> résolution (Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées au cours de l'exercice précédent aux personnels identifiés)** - L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des personnels identifiés de la Caisse régionale, consultée en application de l'article L.511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2023, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale au sens de l'article L.511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à 2 941 298,65 euros.

**12<sup>ème</sup> résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration à effet d'acheter ou de faire acheter les CCI de la Caisse Régionale)** - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer dans les conditions prévues par la loi, à opérer sur les certificats coopératifs d'investissement (CCI) de la Caisse Régionale conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce.

La présente autorisation, qui se substitue à celle conférée par l'Assemblée Générale ordinaire du 29 mars 2023, est donnée au Conseil d'Administration jusqu'à la date de son renouvellement par une prochaine assemblée générale ordinaire et, dans tous les cas, pour une période maximale de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente assemblée.

Les achats de CCI de la Caisse régionale qui seront réalisés par le Conseil d'Administration en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas amener la Caisse régionale à détenir plus de dix pour cent (10 %) du nombre de CCI composant son capital social.

Les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat de CCI mis en place par la Caisse Régionale pourront être effectuées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré ou encore par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré (telles des options d'achat et de vente ou toutes combinaisons de celles-ci) et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le conseil d'administration ou la personne qui agira sur la délégation du conseil d'administration appréciera. Il est précisé que la part du programme de rachat réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité dudit programme.

Les achats pourront porter sur un nombre de CCI qui ne pourra excéder 10 % du nombre total de CCI composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, ce qui à ce jour correspond à un nombre maximal de 142 525 CCI, et le nombre maximal de CCI détenus après ces achats ne pourra excéder 10 % du nombre de CCI composant le capital de la Caisse Régionale. Toutefois, lorsque les CCI sont rachetés pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre de CCI pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre de CCI achetés, déduction faite du nombre de CCI revendus pendant la durée de l'autorisation.

Le Conseil d'Administration veillera à ce que l'exécution de ces rachats soit menée en conformité avec les exigences prudentielles telles que fixées par la réglementation et par la Banque Centrale Européenne.

Le montant total des sommes que la Caisse régionale pourra consacrer au rachat de ses CCI dans le cadre de la présente résolution ne pourra excéder dix-sept millions cent trois mille (17 103 000) euros. L'acquisition de ces CCI ne pourra être effectuée à un prix supérieur à cent vingt euros (120) euros par CCI.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Caisse Régionale d'opérer en bourse ou hors marché sur ses CCI en vue de toute affectation permise ou qui viendrait à être permise par la loi ou la réglementation en vigueur. En particulier, la Caisse Régionale pourra utiliser la présente autorisation en vue :

1) de la mise en œuvre de plan d'options d'achat de CCI de la Caisse Régionale au profit des membres du personnel salarié

et/ou mandataires sociaux éligibles, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Caisse Régionale et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés ou lui seront liés dans les conditions définies par les dispositions de l'article L.225-180 du Code de commerce ;

2) d'assurer l'animation du marché des CCI par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés Financiers ;

3) de procéder à l'annulation totale ou partielle des CCI acquis, suite à l'autorisation donnée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2023.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Caisse régionale informera les porteurs de CCI par voie de communiqué.

Les opérations effectuées par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, à l'effet notamment de passer tous ordres en bourse, signer tous actes, conclure tous accords, affecter ou réaffecter les CCI acquis aux différents objectifs poursuivis, effectuer toutes déclarations et formalités, notamment auprès de la Banque Centrale Européenne et de l'Autorité des Marchés Financiers, et plus généralement faire tout le nécessaire.

**13<sup>ème</sup> résolution (Renouvellement du mandat d'administratrice de Madame Josette FONTAS)** - L'Assemblée Générale constate que le mandat d'Administratrice de **Madame Josette FONTAS** vient à expiration à ce jour et que cette dernière souhaite son renouvellement.

L'Assemblée Générale décide de renouveler ledit mandat pour une période de trois années qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

**14<sup>ème</sup> résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Guillaume CLEMENT)** - L'Assemblée Générale constate que le mandat d'Administrateur de **Monsieur Guillaume CLEMENT** vient à expiration à ce jour et que ce dernier souhaite son renouvellement.

L'Assemblée Générale décide de renouveler ledit mandat pour une période de trois années qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire 2027, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

**15<sup>ème</sup> résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Jacques COUSTY)** - L'Assemblée Générale constate que le mandat d'Administrateur de **Monsieur Jean-Jacques COUSTY** vient à expiration à ce jour et que ce dernier souhaite son renouvellement.

L'Assemblée Générale décide de renouveler ledit mandat pour une période de trois années qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire 2027, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

**16<sup>ème</sup> résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Nicolas MAURE)** - L'Assemblée Générale constate que le mandat d'Administrateur de **Monsieur Nicolas MAURE** vient à expiration à ce jour et que ce dernier souhaite son renouvellement.

L'Assemblée Générale décide de renouveler ledit mandat pour une période de trois années qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire 2027, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

**17<sup>ème</sup> résolution (Renouvellement du mandat d'administratrice de Madame Jocelyne ABADIE)** - L'Assemblée Générale constate que le mandat d'Administratrice de **Madame Jocelyne ABADIE** vient à expiration à ce jour et que cette dernière souhaite son renouvellement.

L'Assemblée Générale décide de renouveler ledit mandat pour une période de trois années qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

**18<sup>ème</sup> résolution (Approbation des conventions règlementées)** - En application de l'article L.511-39 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des conventions visées à l'article 225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions du rapport spécial des Commissaires aux comptes et approuve les conclusions qui y sont mentionnées. Elle donne en tant que de besoin quitus aux Administrateurs à cet égard.

**19<sup>ème</sup> résolution (Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes co-titulaire le Cabinet Mazars)** - L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, constate que le mandat de commissaire aux comptes titulaire du cabinet EY arrive à échéance à l'Assemblée Générale et décide de nommer, en remplacement, le Cabinet Mazars en qualité de Commissaire aux comptes co-titulaire pour une période de six (6) exercices, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2029.

Conformément à la réglementation en vigueur, le commissaire aux comptes titulaire étant une personne morale, la décision a été prise de ne pas nommer un commissaire aux comptes suppléant.

**20<sup>ème</sup> résolution (Nomination auditeur de durabilité)** - L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer la société KMPG en qualité de commissaires aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité, pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenue en 2027 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**21<sup>ème</sup> résolution (Nomination auditeur de durabilité)** - L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer le Cabinet Mazars en qualité de commissaires aux comptes certifiant les informations en matière de durabilité, pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenue en 2027 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**22<sup>ème</sup> résolution (Pouvoirs)** - Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité et de dépôt afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.